

Les groupes femmes employabilité : infrastructure invisible de l'autonomie économique des femmes

Argumentaire pour la campagne
« 7 millions pour qu'elles puissent travailler »

Pour le Comité Femmes Employabilité
Par Pascalie Di Stavolo et Valérie Gilker Létourneau
Revu et amélioré par le comité Stratégie

Montréal

2026

CI AFT ♀

Conseil d'intervention pour
l'accès des femmes au travail

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	1
INTRODUCTION	2
SYNTHÈSE	3
NOTE DE CADRAGE POLITIQUE	3
LES CONSTATS.....	3
POURQUOI LES GROUPES FEMMES EMPLOYABILITÉ SONT ESSENTIELS	3
CE QUE LE FINANCEMENT ACTUEL NE PERMET PAS	3
L'EMPLOYABILITÉ COMME LEVIER STRUCTURANT	4
UNE EXPERTISE FÉMINISTE IRREMPLAÇABLE	4
UNE DEMANDE RÉALISTE ET STRUCTURANTE	4
UNE MOBILISATION COLLECTIVE	4
ARGUMENTAIRE	5
1. LES GROUPES FEMMES EMPLOYABILITÉ : DES ACTEURS ESSENTIELS DU FILET SOCIAL QUÉBÉCOIS	5
2. LES RÉALITÉS DES FEMMES : DES OBSTACLES SYSTÉMIQUES ET IMBRIQUÉS	5
3. EXEMPLE CONCRET : CHANTAL ET LES MUFFINS	6
4. L'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES NE PEUT PAS REPOSER SUR UNE LOGIQUE TEMPORAIRE	6
5. L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DES FEMMES : UN LEVIER STRUCTURANT D'ÉGALITÉ	6
6. UNE EXPERTISE FÉMINISTE UNIQUE, COMPLÉMENTAIRE ET IRREMPLAÇABLE.....	7
7. UNE DEMANDE RÉALISTE, CIBLÉE ET STRUCTURANTE.....	7
8. UNE CAMPAGNE COLLECTIVE, CRÉDIBLE ET ANCRÉE DANS LE TERRAIN.....	7
9. LE RÔLE CLÉ DES PARTENAIRES	8
PHRASES POLITIQUEMENT SENSIBLES – REPÈRES D'USAGE	9
REPÈRES DE LANGAGE : ÉLÉMENTS À RETENIR!	10
TROIS MESSAGES CLÉS.....	10
DEUX DISTINCTIONS ESSENTIELLES	10
UN MESSAGE NON NÉGOCIABLE	10
ARGUMENT DE SYNTHÈSE	10
FOIRE AUX QUESTIONS : DÉFENDRE L'ARGUMENTAIRE	11
1. EST-CE QUE VOUS ACCUSEZ LE GOUVERNEMENT ACTUEL D'AGIR CONTRE LES FEMMES?	11
2. POURQUOI PARLER D' ACTIONS ANTIFÉMINISTES ET NON SIMPLEMENT DE CONTRAINTES BUDGÉTAIRES?	11
3. POURQUOI DES SERVICES SPÉCIALISÉS POUR LES FEMMES? N'EST-CE PAS EXCLUANT?	11
4. POURQUOI FINANCER À LA MISSION?	11
5. EN QUOI LES GROUPES FEMMES EMPLOYABILITÉ SONT-ILS DIFFÉRENTS DES SERVICES PUBLICS EXISTANTS?.....	11

Introduction

Les groupes femmes employabilité jouent un rôle central dans l'autonomie économique des femmes au Québec. Pourtant, ce rôle demeure sous-financé, fragilisé et largement invisible dans les choix budgétaires actuels.

Alors que le gouvernement du Québec affirme, par la *Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022–2027*, faire de l'autonomie économique des femmes une priorité structurante (orientation 2), cependant ses actions concrètes contribuent à la fragilisation et à la disparition progressive des ressources féministes autonomes. Le passage de près de 40 groupes femmes employabilité, au début des années 2000, à seulement 15 aujourd'hui, la fermeture d'organismes, le retrait de la reconnaissance explicite des femmes comme clientèle spécifique et l'encouragement aux fusions témoignent d'une contradiction politique majeure entre le discours d'égalité et les choix administratifs et budgétaires.

Dans un contexte de crises plurielles — inflation, pénurie de logement, violences, féminicides, surcharge des services publics — les femmes sont frappées de plein fouet par les inégalités économiques. Les groupes femmes employabilité constituent souvent le dernier rempart avant l'exclusion durable du marché du travail.

Les femmes ont faim. Faim de sécurité. Faim de stabilité. Faim d'autonomie. Et pourtant, l'employabilité des femmes ne fait toujours pas pleinement partie du continuum de services publics.

Les femmes ont faim. Et le système ne leur offre toujours pas de porte de sortie.

Synthèse

Note de cadrage politique

- Les dynamiques décrites dans cet argumentaire s'inscrivent dans une continuité historique. Elles ne relèvent pas d'un seul gouvernement, mais d'orientations structurelles de l'État québécois en matière de financement et de reconnaissance des ressources féministes.

Les constats

- Il ne reste plus aujourd'hui que 15 groupes femmes employabilité au Québec, alors qu'ils étaient près de 40 au début des années 2000.
- Plusieurs régions n'ont plus aucun service spécialisé en employabilité des femmes.
- Cette diminution s'inscrit dans une dynamique de recul des ressources féministes autonomes : fermetures d'organismes, retrait de la reconnaissance des femmes comme clientèle spécifique, encouragement aux fusions et à la dilution des expertises.
- Les femmes font face à des obstacles multiples et imbriqués : pauvreté, violences conjugales et sexuelles, responsabilités de soins, conciliation, discriminations systémiques, parcours migratoires complexes, enjeux de santé, crise du logement.
- L'employabilité des femmes ne fait toujours pas pleinement partie du continuum de services publics : il s'agit d'un continuum sans porte de sortie.

Pourquoi les groupes femmes employabilité sont essentiels

- Ils sont spécialisés pour intervenir auprès des femmes, en raison du caractère structurellement genré du marché du travail.
- Leur action repose sur une analyse féministe des dynamiques d'emploi et des trajectoires professionnelles féminines.
- Ils accompagnent les femmes bien au-delà de la recherche d'emploi, en amont de l'employabilité, pour réunir les conditions humaines, sociales et matérielles nécessaires à un accès à l'emploi possible, choisi et durable.
- Leur travail est continu, relationnel et ancré dans les réalités locales.
- Aucun financement à la mission globale ne soutient cette approche.

Ce que le financement actuel ne permet pas

- Stabiliser les équipes et préserver les expertises.

- Planifier à long terme.
- Accompagner des parcours complexes et non linéaires.
- Répondre aux enjeux émergents (violence, santé mentale, précarité, proche-aidance).
- Assurer la continuité des services.
- On finance la gestion des crises, pas la porte de sortie.

L'employabilité comme levier structurant

- L'autonomie économique des femmes ne se construit pas par projet ni en trois ans.
- L'accès et le maintien en emploi ont des effets directs sur l'égalité entre les femmes et les hommes, sur l'autonomie économique des femmes, la réduction de la pauvreté, la prévention des violences, la santé physique et mentale, la sécurité alimentaire et résidentielle, ainsi que le bien-être des familles et des communautés.
- L'employabilité constitue la principale porte de sortie durable de la précarité.

Une expertise féministe irremplaçable

- Approche féministe, intersectionnelle et ancrée dans les réalités locales.
- Travail sur la confiance en soi, la reconnaissance des compétences et la lutte à la discrimination en emploi.
- Expertise complémentaire, non substituable aux services publics ou généralistes.
- Fragiliser ces groupes, c'est perdre un savoir collectif irremplaçable.

Une demande réaliste et structurante

- 7 millions de dollars par année :
 - 350 000 \$ par organisme pour la mission globale (5,25 M\$).
 - 1,75 M\$ pour des projets structurants nationaux.
- Un investissement modeste à l'échelle des budgets publics, mais déterminant pour la survie des groupes et l'efficacité de l'action publique.
- Ce n'est pas une dépense : c'est un investissement stratégique.

Une mobilisation collective

- Campagne issue du projet *Ensemble pour l'égalité*.
- Appuyée par des consultations régionales, des analyses documentées et l'expertise de terrain.
- Portée par le CIAFT et le Comité Femmes Employabilité, avec de nombreux partenaires.

Argumentaire

1. Les groupes femmes employabilité : des acteurs essentiels du filet social québécois

Les groupes femmes employabilité sont des organismes spécialisés pour intervenir auprès des femmes, en raison de la division genrée du marché du travail. Leur action repose sur une analyse féministe des dynamiques d'emploi, des conditions de travail et des trajectoires professionnelles féminines.

Tandis qu'au tournant du 21^e siècle ils étaient une quarantaine, il ne reste aujourd'hui que 15 groupes spécialisés en employabilité des femmes au Québec. Cette diminution n'est pas neutre : elle traduit un affaiblissement politique des infrastructures féministes spécialisées dans l'autonomisation économique des femmes : un levier incontournable de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ces groupes accompagnent des femmes confrontées à plusieurs barrières simultanées qui s'ajoutent aux conséquences inévitables de la division genrée du travail : pauvreté persistante, violences conjugales et sexuelles, responsabilités de soins, discriminations systémiques, parcours migratoires complexes, enjeux de santé physique et mentale.

L'accompagnement offert va bien au-delà de la recherche d'emploi. Les groupes interviennent en amont de l'employabilité, en travaillant à réunir les conditions humaines, sociales et matérielles nécessaires à un accès à l'emploi possible, choisi et durable, en fonction des réalités de chaque femme.

Malgré ce rôle central, aucun financement à la mission globale ne leur est accordé pour soutenir cette approche globale et spécifique. Le travail essentiel réalisé en continu demeure largement non financé.

Sans financement stable, les équipes sont fragilisées, la planification à long terme est impossible et la capacité de répondre aux besoins croissants est réduite.

On investit massivement pour atténuer les conséquences des crises sociales, mais on ne structure pas suffisamment la porte de sortie.

2. Les réalités des femmes : des obstacles systémiques et imbriqués

Les groupes femmes employabilité interviennent au croisement de plusieurs systèmes d'oppression : pauvreté, racisme et discriminations, violences genrées, pénurie de services de garde, crise du logement, précarité de l'emploi.

Ces obstacles ne s'additionnent pas de manière neutre. Ils s'inscrivent dans une condition structurelle commune : celle d'évoluer comme femme dans un marché du travail genré et inégalitaire.

Les groupes sont ancrés dans leurs communautés et possèdent une connaissance fine des réalités locales et régionales. Cette proximité leur permet d'adapter leurs interventions aux besoins concrets des femmes.

Lorsque les femmes ont accès à des services d'employabilité adaptés à leurs réalités, elles peuvent exercer pleinement leur pouvoir d'agir, au bénéfice d'elles-mêmes, de leurs familles et de la collectivité.

Face à des réalités aussi imbriquées, une réponse sectorielle ou ponctuelle est insuffisante. Seule une approche globale, féministe et durable permet de lever ces barrières.

3. Exemple concret : Chantal et les muffins

Chantal travaille dans un groupe femmes en employabilité. Elle soutient des femmes qui vivent de l'insécurité alimentaire, tentent de se sortir de la pauvreté, parfois d'une relation de violence conjugale.

Les muffins qu'elle apporte deviennent un point d'appui pour reconnaître les besoins fondamentaux des femmes avec lesquelles elle travaille. Ce travail relationnel, informel et essentiel ne se finance pas par projet.

C'est un moment de partage et d'échange au cours duquel les femmes révèlent des éléments de leur vie personnelle, permettant aux intervenantes de saisir les occasions d'agir et de soutenir concrètement leur cheminement vers l'autonomie économique.

4. L'accompagnement des femmes ne peut pas reposer sur une logique temporaire

L'autonomie économique des femmes ne se construit pas en trois ans, ni à l'intérieur d'une entente de services ou d'un projet ponctuel.

Le financement à la mission permet un accompagnement global et durable, une adaptation aux réalités locales et une réponse aux enjeux émergents (violence, santé mentale, précarité).

Une logique exclusivement temporaire fragilise les organisations et nuit à la continuité des parcours des femmes. Sans stabilité organisationnelle et prévisibilité financière, on condamne les groupes à une gestion permanente de l'urgence.

5. L'autonomie économique des femmes : un levier structurant d'égalité

Malgré les investissements publics pour répondre aux crises sociales, la sortie durable de la précarité demeure sous-structurée.

L'employabilité des femmes ne fait toujours pas pleinement partie du continuum de services publics. Elle est encore trop souvent traitée comme une mesure ponctuelle, une condition d'accès ou une responsabilité individuelle.

Or, l'accès et le maintien en emploi des femmes ont des effets directs sur la réduction de la pauvreté, la prévention et la sortie de contextes de violences, la santé physique et mentale, la sécurité alimentaire et résidentielle, ainsi que le bien-être des familles et des communautés.

Investir en employabilité des femmes, c'est agir en amont, là où une seule action génère des retombées multiples et durables. Investir en employabilité des femmes, c'est améliorer l'efficacité du système de services publics en facilitant la sortie.

6. Une expertise féministe unique, complémentaire et irremplaçable

Les groupes femmes employabilité portent une expertise féministe, intersectionnelle et ancrée dans les réalités locales. Ils travaillent notamment sur la confiance en soi, la reconnaissance des compétences et la lutte à la discrimination en emploi.

Cette expertise est complémentaire, et non substituable, aux services publics ou généralistes.

Fragiliser ces groupes, c'est perdre un savoir collectif irremplaçable, construit sur des décennies d'intervention, de recherche et d'innovation sociale.

7. Une demande réaliste, ciblée et structurante

La demande de 7 millions de dollars par année correspond à :

- 350 000 \$ par organisme pour la mission globale (5,25 M\$).
- 1,75 M\$ pour des projets structurants nationaux.

Il s'agit d'un investissement modeste à l'échelle des budgets publics, mais déterminant pour la survie et l'efficacité des groupes.

La structure proposée assure l'équité entre les régions, la stabilité organisationnelle et des retombées concrètes sur le terrain.

Ce n'est pas une dépense : c'est un investissement stratégique.

8. Une campagne collective, crédible et ancrée dans le terrain

La campagne s'inscrit dans la continuité du projet *Ensemble pour l'égalité*, fondé sur des consultations régionales, des analyses documentées et l'expertise de terrain des groupes.

Elle est portée par le CIAFT et le Comité Femmes Employabilité, en dialogue avec des partenaires communautaires, syndicaux et institutionnels.

9. Le rôle clé des partenaires

Les partenaires locaux, régionaux et nationaux peuvent amplifier la voix des groupes, démontrer l'appui du milieu, influencer les décideurs et renforcer la légitimité politique de la demande.

Un appui clair envoie un message fort : l'autonomie économique des femmes est une priorité collective. On a besoin de votre appui.

Phrases politiquement sensibles – repères d’usage

Cette section identifie les formulations les plus politiquement sensibles de l’argumentaire. Elles sont **assumées**, mais doivent être utilisées avec discernement selon les contextes (allié-es, partenaires institutionnels, élu-es, médias).

Phrase 1 – Antiféminisme des choix politiques

> « *Les choix politiques actuels produisent des effets antiféministes concrets.* »

Pourquoi c’est sensible : le terme *antiféministe* est politiquement chargé.

Comment l’appuyer : rappeler qu’il s’agit d’effets cumulatifs, documentés, et non d’un procès d’intention.

Phrase 2 – Disparition des ressources féministes

> « *La diminution des groupes femmes employabilité traduit un affaiblissement politique des infrastructures féministes spécialisés dans l’autonomisation économique des femmes.* »

Pourquoi c’est sensible : elle nomme un recul structurel de l’État.

Comment l’appuyer : citer les chiffres (40 → 15), les fermetures et les fusions.

Phrase 3 – Continuum sans porte de sortie

> « *L’employabilité des femmes ne fait pas pleinement partie du continuum de services publics : il s’agit d’un continuum sans porte de sortie.* »

Pourquoi c’est sensible : elle critique directement l’architecture des politiques publiques.

Comment l’appuyer : rappeler les effets croisés emploi / pauvreté / violence / santé.

Phrase 4 – Universalité située

> « *Les services des groupes femmes employabilité relèvent d’une universalité située.* »

Pourquoi c’est sensible : elle bouscule la conception classique de l’universalité.

Comment l’appuyer : comparer avec d’autres services spécialisés reconnus (santé, violence, jeunesse).

Phrase 5 – Financement à la mission

> « *Sans financement à la mission, on gère les crises sans jamais structurer la sortie.* »

Pourquoi c’est sensible : elle remet en question les modes actuels de financement.

Comment l’appuyer : démontrer l’inefficacité des projets ponctuels face aux enjeux systémiques.

Repères de langage : éléments à retenir!

Trois messages clés

1. **Les groupes femmes employabilité sont nécessaires parce que le marché du travail est genré.**
Ils offrent des services spécialisés aux femmes, fondés sur une analyse féministe des inégalités structurelles en emploi.
2. **Il ne s'agit pas d'intentions, mais d'effets politiques concrets.**
La fragilisation des ressources féministes résulte de choix cumulés et persistants qui produisent des effets antiféministes mesurables.
3. **L'employabilité est LA porte de sortie durable de la précarité.**
Sans financement à la mission, on gère les crises sans jamais structurer la sortie.

Deux distinctions essentielles

Universalité abstraite : des services identiques pour toutes et tous, sans tenir compte des inégalités structurelles.

Universalité située : des services spécialisés pour les femmes, parce que toutes peuvent, à un moment ou un autre de leur vie, être confrontées aux effets du sexisme structurel du marché du travail.

Exemple d'application : Il est préférable de dire que "Toutes les femmes peuvent avoir besoin des services des groupes femmes employabilité à un moment ou l'autre de leur vie" (universalité située) plutôt que "Les services des groupes femmes employabilité sont pour toutes les femmes", puisque dans les faits certaines catégories de femmes ne peuvent pas obtenir les services offerts.

Un message non négociable

Affaiblir les groupes femmes employabilité, c'est affaiblir directement la capacité collective du Québec à atteindre l'égalité de fait.

Argument de synthèse

Appuyer la campagne « 7 millions pour qu'elles puissent travailler », c'est soutenir des groupes essentiels, porteurs d'une expertise unique, qui agissent concrètement pour lever les barrières systémiques à l'autonomie économique des femmes. C'est un investissement structurant, réaliste et nécessaire pour l'égalité réelle, particulièrement dans le contexte actuel.

Foire aux questions : défendre l'argumentaire

1. Est-ce que vous accusez le gouvernement actuel d'agir contre les femmes?

Nous affirmons que les choix politiques actuels produisent des effets antiféministes concrets. Les dynamiques de sous-financement et de fragilisation des ressources féministes existent depuis plusieurs décennies, mais le gouvernement en place poursuit et accentue ces orientations par ses décisions et son inaction.

2. Pourquoi parler d'actions antiféministes et non simplement de contraintes budgétaires?

Parce que les compressions, les fusions, le retrait de la reconnaissance des femmes comme clientèle spécifique et l'absence de financement à la mission touchent spécifiquement des ressources féministes autonomes en employabilité. Ces choix ont pour effet d'affaiblir la capacité collective de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes.

3. Pourquoi des services spécialisés pour les femmes? N'est-ce pas excluant?

Le marché du travail est genré. Les groupes femmes employabilité offrent des services spécialisés parce que les femmes vivent des obstacles structurels spécifiques du simple fait d'être femmes. Il s'agit d'une universalité située : toutes les femmes peuvent avoir besoin, à un moment ou un autre de leur vie, de services adaptés à cette réalité.

4. Pourquoi financer à la mission?

L'autonomie économique des femmes est un enjeu systémique et de long terme. Le financement par projets empêche la continuité des services, fragilise les équipes et limite la capacité d'agir en amont. Le financement à la mission est le seul qui permette une action durable et structurante.

5. En quoi les groupes femmes employabilité sont-ils différents des services publics existants?

Ils portent une expertise féministe, intersectionnelle et territoriale qui est complémentaire, mais non substituable, aux services publics ou généralistes. Cette expertise repose sur des décennies d'intervention, de recherche et d'innovation sociale.